

POLO니아

REVUE BI-HEBDOMADAIRE POLONAISE, POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE

Wychodzi we środy (po polsku) | Paraissant chaque mercredi (en polonais)
i w soboty (po francusku i po polsku) | et chaque samedi (en français et en polonais)

PRENUMERATA
w Paryżu i na prowincji:
KWARTALNIE..... 12 fr.
PÓLROCZNIE..... 24 fr.
ROCZNIE..... 46 fr.
NUMER ŚRODOWY... 40 c.
NUMER SOBOTNI... 75 c.

Zagranicą:
ROCZNIE..... 50 fr.

TELEFON:
TRUDAINE 61.42

ABONNEMENTS
Paris et Départements:
TROIS MOIS..... 12 fr.
SIX MOIS..... 24 fr.
UN AN..... 46 fr.
NUM. DE MERCREDI 40 c.
NUM. DE SAMEDI... 75 c.

Etranger:
UN AN..... 50 fr.

TELEPHONE:
TRUDAINE 61.42

REDAKCJA I ADMINISTRACJA — 3^{bis}, rue La Bruyère, 3^{bis} — RÉDACTION ET ADMINISTRATION

L'EUROPE DE DEMAIN

La Pologne et le pacte franco-britannique.

Le projet de pacte de garantie entre la France et la Grande-Bretagne domine actuellement l'ensemble de la politique européenne. Mais, sur le sens de cet accord, des divergences profondes séparent les gouvernements de Londres et de Paris. L'Angleterre pose, en effet, comme une des conditions essentielles de ce pacte, le renoncement à l'intervention franco-britannique en cas de conflit dans l'Europe Orientale. La Tchécoslovaquie, et plus spécialement la Pologne, sont donc visées dans cette politique d'abandon, qui ne correspond du reste pas aux sentiments de la France.

Un accord, établi sur des bases aussi fragiles, au lieu de consolider la paix, provoquerait sûrement une nouvelle guerre, une nouvelle guerre qui éclaterait à l'Est. Assurées de la neutralité anglo-française, l'Allemagne et la Russie n'attendraient pas un instant pour attaquer les voisins qui les séparent. Par contre, la certitude d'une rapide intervention franco-britannique materait tout de suite les gens de Berlin et leurs confrères de Moscou.

Dans son mémoire, M. Lloyd George déclare que « la nation anglaise sent que la France a le droit d'être garantie contre une agression sur son territoire, mais que l'Angleterre ne veut prendre aucune obligation pour le cas où la paix d'un autre Etat serait troublée ». Et, pour donner satisfaction au parti travailliste, le Premier britannique ajoute que « prendre part à une action militaire dans l'Europe Centrale ou Orientale ne répondrait pas aux vœux du peuple anglais ». Alliée de la Pologne, la France ne pourrait jamais souscrire à la restriction apportée au projet de pacte. Le maintien de la paix continentale est subordonné à la séparation territoriale de la Prusse et de la Moscovie.

D'ailleurs, dans l'intention de démontrer que la modification demandée par M. Lloyd George enlève pratiquement toute efficacité à l'accord entre Paris et Londres, un distingué publiciste français, M. Stanislas du Moriez, qui séjourne depuis des années à Varsovie, rappelait récemment, dans un remarquable article du *Journal de Pologne*, que le rêve allemand va à la « libération » de la Lorraine et de l'Alsace et des territoires « annexés » par les Polonais. L'Allemagne se charge aussi, comme on sait, de coloniser la Russie. Par conséquent, pour que le pacte franco-anglais soit efficace, il faut d'abord que le *statu quo* territorial européen soit garanti.

Bien que le pouvoir, en Allemagne, appartienne actuellement aux hommes de gauche, il ne faut pas faire litière du parti militariste et réactionnaire qui est puissamment organisé et qui sait flatter les passions chauvines de la masse. L'activité des grands industriels et de la finance ne s'est pas ralentie depuis trois ans. Le plan des *Junkertum* (hoberaux) est de commencer sa revanche en reprenant les territoires

polonais de Posnanie et de Galicie et en les augmentant de la plus grande partie des territoires polonais jadis occupés par la Russie tsariste. A l'appui de cette affirmation, il convient de rappeler la déclaration faite à Leipzig par le major-général Heye, au cours du procès intenté à Kapp et aux autres artisans du coup d'Etat pangermaniste. L'aveu de cet officier supérieur mérite d'être retenu : « Au moment de la signature du traité de Versailles, le plan d'une action militaire contre la Pologne avait été élaboré. »

La Pologne a un rôle pacifique et économique de premier ordre à remplir dans les relations futures entre l'Occident et la Russie, mais elle ne sera en mesure de s'acquitter de sa tâche que si l'indépendance territoriale de nos alliés orientaux se trouve garantie d'avance. La Pologne ne peut donc pas être exclue du pacte franco-anglais, car le projet d'accord sur sa base actuelle empêcherait la reconstruction de l'Europe et ébranlerait l'œuvre de paix mondiale. Sans l'entrée de la Pologne dans la future alliance franco-britannique, cette dernière ne serait qu'un bluff, ou plutôt, — comme l'a déjà remarqué l'éminent directeur de la *Revue Mondiale*, M. Jean Finot, — une « couveuse de guerre ».

Maurice TOUSSAINT.

Les Spoliations commises par les Russes en Pologne de 1772 à 1918

(Enlèvement des trésors artistiques, historiques, des archives, des bibliothèques, etc.)

(Suite.)

Ces collections avaient un caractère mi-public, mi-privé, comprenant des archives, une bibliothèque et un cabinet de médailles et de monnaies. Le caractère juridico-public de cette institution découlait du fait des archives, datant du xvi^e siècle. En effet, en l'an de grâce 1551, par privilège octroyé par le roi Sigismond-Auguste, Nicolas Radziwill avait reçu à charge la conservation des actes des privilèges lithuaniens, confiés jusque-là à la Trésorerie provinciale. Les Russes commencèrent donc par s'approprier la bibliothèque qui comptait plus de 20.000 volumes. C'est le nommé A. J. Bibikoff qui fut chargé de l'opération du transport du butin à Pétersbourg où, sur l'ordre de Catherine II, la bibliothèque volée fut donnée à l'Académie des Sciences de Pétersbourg où, paraît-il, que jusqu'en 1842, elle ne quitta pas les caisses dans lesquelles elle avait été amenée ; à cette date, on s'en occupa et elle fut partagée entre l'Académie Théologique Orthodoxe de Pétersbourg (Séminaire), la Bibliothèque Universitaire de Moscou et la Bibliothèque de l'Etat-Major Général à Pétersbourg. L'importance de cette bibliothèque est attestée par le catalogue de 1801 comportant 9.673 titres. Les pièces les plus précieuses ont dû passer dans les rayons de la Bibliothèque de l'Académie des Sciences de Pétersbourg, car, de l'avis général des savants,

la collection Radziwill constituerait la pierre fondamentale sur laquelle aura été édiflée la Bibliothèque de l'Académie pétersbourgeoise. Notamment, les manuscrits venus de Nieswiez constituent des documents lithuano-ruthènes de très grande valeur et représentent, pour ce qui concerne les confins orientaux de la Pologne, des matériaux très précieux pour l'historien. La plus grande partie des manuscrits en question a été incorporée à la Bibliothèque Impériale publique de Pétersbourg, notamment à la collection d'autographes de la dite bibliothèque.

Cette spoliation fut suivie d'autres. C'est l'année 1794 qui voit s'ouvrir la série des rapines. Après la prise de Varsovie par Souworoff (29-10 1794) et avant la signature du troisième traité de partage, le chargé d'affaires russe en Pologne, Repnine, donna l'ordre à Souworoff de s'emparer à Varsovie des archives diplomatiques ainsi que des actes d'Etat de Pologne et de Lithuanie. Cet ordre fut mis à exécution avant la conclusion avec l'Autriche et la Prusse du pacte final des partages. (Le traité avec l'article a été signé par la Russie le 3-1 1795 ; celui avec la Prusse, le 21-10 1795.) Repnine agissait, en cette occurrence, strictement dans le sens des intentions de la tsarine Catherine II, laquelle, par rescrit impérial du 21 novembre 1794, avait ordonné à Souworoff de se saisir de toutes les archives civiles et politiques, en particulier des actes constitutifs d'Etat, de la Couronne et de la Lithuanie, et de les expédier à Pétersbourg. L'ordre de la tsarine fut mis à exécution. En 1796, les archives volées furent partagées entre le Sénat et le Collège des Affaires extérieures. Ce travail de ségrégation des actes fut achevé en 1798 : le Sénat reçut les actes et documents relatifs aux affaires intérieures ; ceux concernant les relations extérieures furent confiés au Collège. Cet état de choses dura jusqu'en 1799, date à laquelle, en exécution d'une convention signée avec la Prusse, on remit au roi de Prusse ceux des documents qui concernaient les territoires occupés par la Prusse ; la convention en question n'impliquait d'ailleurs pas le partage des archives diplomatiques dont le Collège pétersbourgeois demeura l'unique et incontesté détenteur.

Les actes civils et politiques de la Couronne et de la Lithuanie, demeurés en possession du Sénat, furent, en 1809, partagés à nouveau. Notamment, cette année-là, par *oukase* impérial, le directeur de la Bibliothèque Impériale publique de Pétersbourg, Dubrowsky, fut autorisé à entrer en possession, pour les joindre à la collection de manuscrits de la dite bibliothèque, de 50 bulles papales, de 314 actes de Livonie, de 36 actes lithuaniens, de tous les actes cosaques et d'une partie des documents polonais. On laissa au Sénat, en plus de la partie essentielle des actes politiques de la Lithuanie, les documents de la Volhynie, de la Ruthénie, de Belz, de Lublin, de Sandomierz, de Spiz, de Zator, d'Oswiecim. Ces transferts s'effectuèrent au cours du classement des actes de la Couronne et de ceux de la Lithuanie ; la collection fut appelée : *Recueil des Chartes des provinces annexées* et sa conservation fut confiée à un conseil d'archivistes.

Quant à la partie de ces archives qui, en 1798, avait été remise au Collège des Affaires Extérieures, elles servirent à une collection, laquelle, analogiquement à ce que nous venons de voir, fut appelée : *Archives du Royaume de Pologne* (Archiw tsarstwa polskawo).

En 1828, cette collection fut transmise aux archives de Moscou du Collège Principal pour les Affaires extérieures (actuellement archives du Ministère des Affaires étrangères, à Moscou).

Bien que suivant d'autres voies, le même sort fut échu aux actes du Ministère polonais de l'Instruction publique. (appelé *Commission d'Education nationale*).

Après la capitulation de Varsovie, certains documents demeurèrent où ils étaient ; d'autres furent enlevés par les Prussiens et les Autrichiens ; mais le gros fut transféré en 1797 à Grodno et, de là, à Wilno. Cet état de choses dura jusqu'en 1832, c'est-à-dire jusqu'au lendemain de l'insurrection dite de novembre ; alors, les actes en question furent remis aux archives des biens domaniaux à Pétersbourg d'où, en 1834, deux catégories de ces documents furent extraites à destination du Ministère de l'Instruction publique.

Les spoliations russes ne se bornèrent pas d'ailleurs aux archives et aux registres de l'administration de l'Etat. L'oukase précité de la tsarine Catherine II et les instructions données par celle-ci à son chargé d'affaires Repnine, ordonnaient, sans équivoque possible, qu'il fût fait main basse sur tous les trésors de la civilisation polonaise ; l'enlèvement de la Bibliothèque Zaluski était nommément prescrit.

L'ordre impérial fut exécuté avec une telle célérité, que le 23 février 1796, la Bibliothèque Zaluski arrivait à Pétersbourg, dans un triste état d'ailleurs, car mal emballée, mal protégée contre les dangers d'un long transport. Ce pillage excita non seulement l'indignation de la nation, mais aussi celle des étrangers. Ainsi l'abbé Georgel, secrétaire de l'Ambassade de France à Vienne, alors de passage à Varsovie, s'exprimait comme suit à ce sujet : « Je ne puis passer ici sous silence le fait qui m'aurait paru incroyable si je n'en avais été le témoin oculaire, de l'enlèvement de la Bibliothèque Zaluski à Varsovie. Ce fut exécuté par une horde de cosaques ; des milliers de ces Tartares chargeaient les volumes sur leurs épaules et les jetaient dans de longues caisses, façonnées à la hâte, où s'entassaient au hasard les livres grands, moyens et petits. Quand une caisse était pleine, on la clouait. Au moment de clouer le couvercle d'une de ces caisses, il leur vint à l'idée d'y loger un énorme volume, long de trois pieds et large de deux, relié en maroquin rouge avec empreintes d'or au petit fer, contenant de très belles gravures avec explications. Ce volume était évidemment trop long pour être logé dans la caisse qu'on lui destinait. Pour ne pas perdre de temps, les cosaques le coupèrent en deux et fourrèrent les deux moitiés dans la caisse. A la vue de ce livre magnifique ainsi écartelé, on ne pouvait s'empêcher d'avoir un haut-le-cœur en face de cette barbarie qui avait causé la mutilation d'un livre si précieux, dont un autre exemplaire eût été introuvable. » Ainsi parle un témoin impartial. Nous ne pouvons guère entrer dans le récit de ce qui se passa en route, car on pourrait écrire des tomes entiers à ce sujet. Bref, sur les 300.000 volumes et une grande quantité de manuscrits et d'estampes que contenait la Bibliothèque Zaluski, parvinrent à Pétersbourg : 262.640 volumes, 10.450 manuscrits et 24.574 estampes.

Le gros de la Bibliothèque Zaluski servit de base à la fondation de la Bibliothèque Impériale publique de Pétersbourg ; beaucoup de livres, néanmoins, furent donnés à d'autres institutions telles que : l'Académie de Médecine, la Bibliothèque de l'Etat-Major Général, l'Ecole des Mines.

K. SOCHANIEWICZ,
Docteur en philosophie,
Archiviste de l'Etat.

(L'Est polonais.)

(A suivre.)

LA CONVENTION COMMERCIALE entre la France et la Pologne

La convention commerciale entre la Pologne et la France a été signée lundi dernier.

Comment elle a été conclue.

Les négociations inaugurées dès l'été de 1920, en vue de la conclusion d'un accord économique entre la France et la Pologne, ont été, à plusieurs reprises, retardées plutôt que suspendues par des difficultés diverses, parmi lesquelles il faut compter particulièrement celles d'ordre militaire auxquelles dut faire face le gouvernement polonais à la fin de 1920 et, dans un autre ordre d'idées, les multiples modifications de son régime économique et douanier qui venaient frapper de précarité les études des négociateurs et les projets déjà rédigés par leurs soins.

C'est ainsi que le régime économique polonais, qui comporte principalement un très grand nombre de prohibitions d'entrée sur les marchandises qui, par leur nature, ne rentrent pas dans la catégorie des produits de première nécessité, a conditionné à un moment donné un projet d'accord dont les principales dispositions avaient pour but d'assurer aux marchandises françaises des dérogations à ces interdictions d'entrée. La Pologne ayant modifié profondément son régime, le projet a dû, sur ce point, subir une révision presque complète.

Les dispositions générales.

Tel qu'il se présente aujourd'hui, il comporte deux séries de dispositions dont nous signalerons d'abord les plus générales, telles qu'elles sont fixées par les articles 11 et suivants. L'article 11 prévoit l'établissement d'un certificat d'origine ou du certificat de vérification destiné à assurer aux produits de l'un des deux pays importés chez l'autre le bénéfice exclusif des avantages de l'accord. On comprend toute la valeur d'une réserve de ce genre, qui aura pour effet principal d'interdire que, par un détournement de trafic, des marchandises allemandes, passibles du tarif général, ne cherchent à pénétrer en France en empruntant une apparence polonaise.

Les articles 12, 13 et 14 tendent à assurer la protection la plus complète contre la concurrence déloyale, l'usage des fausses appellations d'origine ainsi que la protection des brevets, marques et modèles.

Cette dernière fera l'objet d'une mesure spéciale à intervenir dans un délai de six mois, à dater de la signature de l'accord.

Le régime des voyageurs de commerce et de leurs échantillons est défini par l'article 15.

Celui des sociétés est réglé par l'article 16, de manière à assurer, dans chacun des deux pays, la facilité d'établissement ainsi que le droit d'ester en justice, sous le régime fiscal des sociétés nationales.

Le traitement national est également assuré par chacun des deux pays aux ressortissants de l'autre (article 17). Le trafic maritime et le transport des émigrants sont réglés dans les articles 18 et 19. Par ce dernier, la Pologne s'engage à faciliter, dans la plus large mesure, le transport de ses émigrants par notre pavillon. Cette clientèle, autrefois presque exclusivement réservée aux lignes allemandes, représentera, pour notre armement, un élément précieux, au moment surtout où la diminution de l'émigration italienne nous prive d'une importante fraction de ces ressources.

En ce qui concerne sa mise en vigueur (article 20), elle pourra avoir lieu huit jours après que nous aura été notifiée l'approbation du Parlement polonais.

La loi du 29 juillet 1919 donne, en effet, au gouvernement français, le droit de mettre en application les conventions économiques, sous réserve de ratification ultérieure par le Parlement. C'est ainsi qu'il a été procédé, pour les conventions franco-norvégienne, franco-tchèque et franco-irlandaise.

Le régime douanier.

Le régime douanier des deux pays diffère essentiellement, du fait que la Pologne possède un seul tarif, ou tarif autonome, sur lequel nous avons demandé et obtenu des réductions pour les produits qui nous intéressaient particulièrement.

En conséquence, on doit envisager trois régimes applicables aux importations françaises en Pologne :

1° D'une manière générale, la clause de la nation la plus favorisée et le tarif le plus favorable pour la généralité de nos importations ;

2° Même régime pour les produits non originaires de France, mais importés par des maisons polonaises ou françaises énumérées dans une liste spéciale qui ne comprend que quelques denrées alimentaires ou coloniales pour lesquelles la France s'est créé des marchés spéciaux et dont la fourniture assurera du fret à sa marine ;

3° Une liste A relève environ 110 positions du tarif polonais pour lesquelles des détaxes, qui vont jusqu'à 50 % du droit de base, sont appliquées à nos importations. Nos conserves, nos ouvrages en peau ou en cuir, caoutchouc, porcelaine, produits chimiques, médicaments composés, parfumerie et savons, bijouterie, mécanique, automobiles, fil et tissus, articles de mode, etc., bénéficieront ainsi d'un régime préférentiel des plus avantageux.

En échange, un certain nombre de produits polonais entreront en France sous le régime du tarif minimum. Ce sont surtout des produits agricoles : volailles et plumes, œufs, beurre, légumes, pommes de terre, houblon, etc. ; leurs dérivés : chichorée, amidon, fécule, caséine, quelques produits de l'industrie du bois. Il faut mentionner spécialement les huiles minérales et leurs dérivés dont l'importation est ainsi rendue possible en principe. Par une anomalie singulière, ce produit est encore passible du tarif général, alors que les pétroles du Caucase bénéficient du tarif minimum depuis le décret du 18 avril 1921 et que les capitaux français investis dans les entreprises galiciennes représentent un chiffre extrêmement important.

Une quarantaine de produits polonais, inscrits dans la liste C, pourront être importés au régime défini par la loi du 29 juillet 1919, c'est-à-dire au bénéfice d'un droit spécial intermédiaire entre les deux colonnes du tarif français et représentés par un pourcentage de réduction sur leur différence. A part deux articles : cardes non cardées et métiers à filer la laine et le coton cardé, pour lesquels le pourcentage de réduction est de 75 %, la liste C ne présente pas de réduction supérieure à 80 % et un certain nombre sont de 25 % seulement.

L'importante question de l'entreposage aux fins de transit prend un intérêt particulier quand il s'agit de la Pologne, en raison de sa clientèle commune avec la Russie sur une étendue de 700 kilomètres.

Les articles 5 et 8 garantissent nos marchandises entreposées en Pologne pour la réexportation contre toute taxation qui constituerait à notre détriment un péage onéreux.

Stipulations particulières.

Ajoutons que certaines stipulations particulières feront ultérieurement l'objet d'une communication des deux gouvernements aux intéressés.

(A suivre.)

BULLETIN

(Agence Télégraphique de l'Est.)

« A encja Telegraficzna Wschodnia »
12, rue du Helder.

ÉLECTION DU PAPE
L'impression en Pologne.

Les journaux ont donné la nouvelle de l'élection du pape Pie XI, dans des éditions spéciales.

Cette nouvelle a été accueillie avec joie par toute la population. Le nouveau pape, qui a séjourné plus de trois ans en Pologne, pendant la période difficile de l'occupation et de la guerre russo-polonaise, est connu par la vive sympathie qu'il a toujours manifestée à l'égard de la nation polonaise. Il resta à Varsovie, en qualité de nonce, pendant les jours critiques de l'invasion, et ce souvenir reste vivace parmi la population de la capitale.

Ouverture de la Diète de Wilno.

La Diète de Wilno a été ouverte solennellement le 1^{er} courant, par M. Meysztowicz, président de la Commission gouvernementale, qui a prononcé, à cette occasion, un important discours.

Après avoir fait un bref résumé des événements antérieurs, M. Meysztowicz rendit un hommage ému aux défenseurs héroïques de Wilno, en tête desquels il place le maréchal Pilsudski et le général Zeligowski. Aux acclamations de l'assistance, le président déclare que les élections ont lieu dans la légalité la plus absolue et en toute impartialité, avec la participation des représentants de toutes les nationalités dans la Commission électorale. La liberté de la presse était complète et on a recueilli de nombreuses preuves de ce fait. Une preuve de plus que les élections ont eu lieu dans la plus grande impartialité, c'est que plus d'un millier de personnes venues des districts les plus éloignés n'ont pas été autorisées à prendre part au vote, en raison de leur arrivée tardive. Deux protestations seulement ont été retenues, qui seront jugées par la Cour de cassation.

Les élections revêtirent le caractère d'un acte solennel qui s'est accompli dans la tranquillité la plus parfaite. En dépit des rigueurs de la température et de la neige, qui empêchaient les communications, 64 % des inscrits ont pris part au vote, malgré l'active propagande qui avait été faite en faveur de l'abstention.

En présence du chiffre des votants, tout le monde reconnaît que la Diète sera l'expression de la volonté de l'imposante majorité de la population. 30 % des Juifs, des Blanc-Ruthènes et des Lithuaniens, même, prirent part au vote, malgré les menaces dont ils étaient l'objet.

En terminant, M. Meysztowicz définit les devoirs de la Diète, et en particulier la reconstitution du pays ruiné par la guerre.

Le doyen d'âge de l'Assemblée, l'archevêque Hryniewiecki, prit ensuite la présidence. Dans une allocution émouvante, l'évêque du diocèse de Wilno, persécuté et exilé par le régime tsariste, traça un tableau du martyr de Wilno et déclara solennellement le caractère éminemment polonais du pays qui est lié par une tradition de plusieurs siècles, par la langue, la civilisation et la volonté de la population, avec le reste de la Pologne.

Après le vote du règlement, la Diète s'ajourna ensuite à vendredi, 5 heures.

A la Diète de Wilno.

A la troisième séance de la Diète, le maréchal a annoncé que M. Meysztowicz, président de la Commission gouvernementale, avait déposé à la Diète tous les décrets signés par lui-même et le général Zeligowski.

La Diète a reçu de nombreux télégrammes de félicitations, entre autres du maréchal Pilsudski et de M. Trompczynski, maréchal de la Diète polonaise.

Les partis politiques ont présenté différents textes de la motion relative à la réunion de Wilno à la Pologne. Ces textes ont été envoyés pour étude à la Commission politique.

Sur la proposition des populistes et des démocrates, la Diète a voté à l'unanimité la motion suivante :

« La Diète, comme émanation de la volonté de la population du territoire de Wilno qui, après un long esclavage sous le joug de l'invasion étrangère, a été libéré par l'effort héroïque du meilleur fils de ce pays, Joseph Pilsudski, lui rend un hommage bien mérité et lui envoie l'expression de sa reconnaissance qui ne s'étein-

dra jamais. La Diète fait des vœux pour la libération de notre terre persécutée, pour l'idée lumineuse d'une vie commune fraternelle de toutes les nationalités de ce pays, pour la possibilité de l'union à jamais de Wilno avec la patrie polonaise. »

Egalement à l'unanimité, la Diète adopta cette seconde motion :

« La Diète constate que l'acte de Zeligowski a été salué par la population de Wilno avec joie et reconnaissance, comme la libération de l'oppression étrangère. En supprimant le traité lithuanien-soviétique, conclu sans que la population intéressée ait été consultée, Zeligowski a rendu possible l'expression véritable de la volonté de cette population et a annoncé, dans sa première proclamation, la convocation de la Diète, qui est réalisée actuellement. Malheureusement, il ne lui a pas été donné d'être le témoin de son œuvre et d'ouvrir personnellement la Diète. L'Assemblée adresse au général Zeligowski l'expression de son plus profond hommage et de sa reconnaissance, au nom de la population du pays, qui désire et attend son prochain retour. »

Election du Maréchal de la Diète de Wilno.

La Diète de Wilno a élu son maréchal. M. Antoine Lokuciejewski, membre des Conseils populaires, a été élu par 58 voix contre 45 à M. Bankowski, membre du Comité central électoral.

Après avoir remercié ses collègues de la preuve de confiance qu'ils lui donnaient, M. Lokuciejewski a émis l'espoir que les travaux de la Diète seraient fructueux. Le nouveau maréchal a ensuite donné l'assurance qu'il exercerait ses fonctions en toute impartialité.

(M. Antoine Lokuciejewski est né en 1885, dans le district d'Oszmiana. Licencié ès sciences mathématiques, il eut à subir les persécutions des autorités russes et organisa de nombreuses sociétés polonaises. Il est président du Conseil du district d'Oszmiana.)

Le délégué polonais à Wilno.

Le comte Soltan, palatin de Varsovie, a été nommé délégué du gouvernement polonais à Wilno, en remplacement du colonel Tupalski, démissionnaire.

Une réception à Wilno.

M. Meysztowicz, président de la Commission gouvernementale, a donné une soirée, à l'occasion de l'inauguration de la Diète de Wilno. Parmi l'assistance, on remarquait les représentants des Eglises catholique, orthodoxe et judaïque, ainsi que les représentants politiques de la population juive et blanc-ruthène du territoire de Wilno ; mais l'attention générale se portait sur une délégation de onze personnes, élue spontanément par la population de la zone neutre pendant les élections à la Diète.

Rupture des pourparlers entre la Lithuanie et Memel.

L'agence lithuanienne *Elts* annonce que les pourparlers économiques entre la Lithuanie et Memel ont été rompus.

Constitution des Commissions polonaises.

Les quatre commissions : politique, industrielle et commerciale, financière et des communications, devant composer la délégation polonaise à la Conférence de Gênes, ont été constituées.

La reconnaissance de la Lithuanie.

Les journaux polonais annoncent que les milieux officiels seraient disposés à envisager la reconnaissance *de jure* de la Lithuanie, dans le cas où le gouvernement de Kowno consentirait à entamer des négociations sur les bases des propositions contenues dans la dernière note polonaise.

La presse allemande en Pologne.

Les journaux allemands socialistes paraissant en Pologne s'occupent vivement du mouvement national ukrainien. Il est à peine utile de souligner que ces journaux répandent toutes les nouvelles hostiles à la Pologne et qui peuvent lui nuire dans l'opinion étrangère.

L'attentat de Gleiwitz.

La *Gazette Ouvrière* commente les dernières attaques de Gleiwitz et fait remarquer l'activité dont font de nouveau preuve les organisations allemandes. En présence de ces faits, le journal exprime la crainte de voir éclater un nouveau « putsch » allemand.

Une conférence ferroviaire.

Une conférence des chemins de fer s'est ouverte le 10 courant, avec la participation des représentants de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de la Lettonie et de la Lithuanie.

Les ponts sur la Dwina, près de Dynsbourg, seront réparés pour le 20 février, ce qui permettra des communications directes.

BANQUE TRICQUET & C^o

18, rue de Mogador, PARIS

Téléphone : Central 63-44

Achat et Vente de titres cotés et non cotés.
Direction d'opérations au comptant et à terme.
Placements et arbitrages.
Renseignements financiers gratuits aux lecteurs et abonnés de POLONIA.

Correspondants sur tous les marchés

ACHAT & VENTE

de Gardes-Robes Neuves et d'Occasion

Linge-Chaussures-Valises-

- Bijoux et Objets d'Art -

SI VOUS VOULEZ VOUS
HABILLER A BON MARCHÉ

allez

“AU PETIT TEMPLE”

26, rue Vercingétorix, métro Edgar-Quinot
ouvert les dimanches.

Location d'Habits, Redingotes,
Smokings à prix très bas.

CAFÉ du PARNASSE

Beau local. — Rendez-vous des Peintres et
Sculpteurs de toute nationalité.
Exposition permanente de tableaux.

103, boul^d du Montparnasse — Tél. Fleurus 21-34.

DERNIERS COURS

DES

VALEURS PÉTROLIFÈRES DE GALICIE

PARIS, 8 février 1922.

Actions	Parts	
190.50	1510	Silva Plana.
104.50	—	Boryslaw.
157	426	Franco-polonaise.
530	480	Ratoczyn.
398	200	Wankowa.
271	—	Potok.

LILLE, 7 février 1922.

Actions	Parts	
390	385	Dąbrowa.
—	548	Grabownika.
282	505	Industrielle Pologne.
369	5000	Karpathes.
146	25 187	Zagórz.

Emprunt polonais 1920 Bons 4 %.

Vu la grève des cheminots allemands et l'arrêt momentané de la correspondance de Pologne, nous publierons le résultat du dernier tirage dans notre prochain numéro.

MEMENTO

Habemus Papam.

Od poniedziałku ubiegłego świąt katolicki ma nowego papieża w osobie kardynała Achilia Rattiego, arcybiskupa medjolańskiego. Nowy papież, Pius XI, urodził się w Desio, w diecezji medjolańskiej w roku 1857, 31 marca. Przez pewien czas był kanonikiem kościoła Św. Ambrożego w Medjolanie, jednego z najśłynniejszych i najdawniejszych w Lombardji. Właściwa jednak jego karjera kościelna datuje się od lat 15. Mianowany w roku 1907 prałatem papieskim, został wkrótce prefektem słynnej biblioteki watykańskiej w Rzymie. W tymże roku został kanonikiem bazyliki Św. Piotra i prototypem wizytatorem apostolskim na Polskę i Rosję. Był to moment, w którym Stolica Apostolska zaczęła zaprowadzać regularne stosunki z odbudowaną Polską, a równocześnie myśleć na serjo o duchowieństwie prawosławnym pod rządami bolszewickimi. Wysłany w następnym roku do Polski, jako nuncjusz papieski, kanonik Ratti otrzymał w Warszawie konsekrację na biskupa z rąk arcybiskupa warszawskiego, Karkowskiego. Na jego konsekracji w katedrze warszawskiej był obecny Naczelnik Państwa Piłsudski.

Po opuszczeniu Polski, został mianowany arcybiskupem Medjolanu, a podczas ostatniej promocji kardynałów, otrzymał kapelusze kardynalski od zmarłego papieża Benedykta XV.

Jakie znaczenie polityczne (bo to nas przede wszystkim obchodzi) ma dla Polski wybór kardynała Rattiego?

Podczas conclave dzienniki doniosły, że kardynałowie niemieccy są stanowczo przeciwni kandydaturze Rattiego, co by oznaczało, że z przekonania politycznych arcybiskup medjolański nie dogadza Niemcom. Takie zdanie możnaby wyciągnąć również z prasy francuskiej, która wyraźnie mówi o polonofiliach i frankofiliach uczuciach nowego papieża.

Z drugiej strony, w pamięci wszystkich jest fakt, że z pobytom nuncjusza Rattiego w Warszawie związana była, przynajmniej w opinii polskiej, sprawa wysoce niefortunnego wystąpienia wrocławskiego biskupa Bertrama, który przed plebiscytem na Górnym Śląsku zajął stanowisko wręcz wrogie Polsce, a przyjazne Niemcom.

W tej właśnie sprawie podaje wyjaśnienie korespondent paryskiego Temps w Rzymie, P. Józef Galtier, w nr. 2.2102 z dnia 8 b. m. tegoż dziennika. Czytamy tam, co następuje:

— Ten punkt (sprawa Bertrama) zasługiwał na wyjaśnienie. Miałem szczęście widzieć się z O. Genocchi, który był wysłany jako wizytator apostolski na Ukrainę przez Benedykta XV, równocześnie z kanonikiem Rattim, wysłanym do Polski, również jako wizytator, zanim później ten ostatni został nuncjuszem. O. Genocchi, który żył przez dłuższy czas w nuncjaturze w Warszawie z Rattim, podał mi szczegóły dokładne, które mogą wam zakomunikować. Z Warszawy Ratti przedsięwziął często podróże do Opoli i do Wrocławia. Ostatni jego pobyt w Opolu trwał od 2 do 3 tygo-

dni. Przed opuszczeniem G. Śląska nuncjusz pojechał do Wrocławia, dla złożenia wizyty biskupowi wrocławskiemu kardynałowi Bertramowi. Mieli długą rozmowę o środkach, jakimi możnaby uspokoić kler polski i niemiecki na G. Śląsku. Otóż w chwili wyjazdu nuncjusza z Opoli do Warszawy już dzienniki ogłaszały z krzykiem: List kardynała Bertrama! Ratti kupuje dziennik i czyta tam znany list, bardzo nieprzyjemny dla Polaków. — «Jakże to może być — powiedział sobie — dziś rano Bertram nic nie mówił mi o liście, który najwidoczniej już był napisany i wysłany do dzienników». Ratti w tej chwili przeczuł smutne następstwa tego pożalowania godnego zajścia i nie omylił się. Polacy mniemali, że nuncjusz był w porozumieniu z Bertramem i po jego powrocie do Warszawy zgotowali mu przyjęcie bardzo zimne.

Wierząco w jego porozumienie z Bertramem i zażądano jego odwołania. W sejmie wniesiono interpelację, domagającą się odprowadzenia nuncjusza do granic Polski, tak jak odprowadzono nuncjusza Lorenzellogo we Francji. Co prawda większość w sejmie sprzeciwiła się tej ostateczności. Ratti udzielił wyjaśnień, które jednakowoż nie znalazły posłuchu.

Nuncjusz przestał być w Warszawie persona grata, czuł dokoła siebie nieufność, a nawet usposobienie wrogie. Wkrótce potem zapadł na bronchit i przez kilka tygodni nie opuszczał mieszkania. Wyzdrowiawszy, udał się do Rzymu (na wiosnę 1921 r.), gdzie otrzymał kapelusze kardynalski i nominację na arcybiskupa Medjolanu. W Warszawie życie dla nuncjusza Ratti stało się niemożliwe. Przed aferą Bertrama, Niemcy nie byli zadowoleni z polityki Rattiego i uważali go za stronniczego. To właśnie sprawiło, że dano w przeddzień conclave posłuch pogłoskom, jakoby kardynałowie niemieccy sprzeciwiali się kandydaturze Rattiego. O. Genocchi zarzeczył mi, że w wigilję conclave Bertram w towarzystwie innego kardynała niemieckiego złożył wizytę Rattiemu i że okazywał najlepsze uczucia względem byłego nuncjusza w Polsce, co by wskazywało, że między nimi nastąpiło pogodzenie. O. Genocchi otrzymał te wszystkie szczegóły od samego Rattiego, który złożył mu wizytę przed samem conclave. A oto jeszcze jeden szczegół, którego mi udzielił O. Genocchi. Przed wyjazdem na Ukrainę w roli wizytatora apostolskiego, Benedykt XV na przyjęciu oświadczył mu (O. Genocchi): — «Jestem zadowolony z nuncjusza w Warszawie, Pracuje dobrze, tylko stał się zanadto polonofilskim». Na to miał odpowiedzieć O. Genocchi: «Ja także będę się starał przystosować się do kraju (Ukrainy), gdyż sympatja jest najlepszym środkiem do porozumienia». Na co odpowiedział Benedykt XV:

«— Zapewne, ale nuncjusz idzie cokolwiek zdaleko w sensie polskim.»

Takie wyjaśnienie daje korespondent Temps... Chcemy mu wierzyć i chcielibyśmy podzielić przekonanie prasy francuskiej, która się cieszy z wyboru nowego papieża, widząc w nim wszelkie zalety dobrego katolika, człowieka wielkich zalet charakteru, a w jego polityce raczej wszystko, niż germanofilstwo.

K. MIR.

POLSKA A GDAŃSK

Delegat Rządu Rzplitej Polskiej prof. Askenazy przestał prezydentowi Rady Ligi Narodów notę w sprawie gwarancji, niezbędnych Polsce, dla zapewnienia wolnego dostępu do morza oraz prawa importu i eksportu przez Gdańsk towarów wszelkiego rodzaju, nie wyłączając materiałów wojennych.

Nota przypomina, że Rada Ligi Narodów 22 czerwca zdecydowała, że Rada Portowa będzie zobowiązana przedsięwziąć wszystkie potrzebne zarządzenia, w celu zadośćuczynienia wszystkim potrzebom importu i eksportu, przeznaczonych do Polski, względnie pochodzących z Polski. Jednakże władze gdańskie nie przestają stawiać oporu przeciw wprowadzeniu w życie tej decyzji Rady z 22 czerwca 1921 r. i wydają się mieć na celu sprowadzenie Rady Portowej do roli czysto iluzorycznej i pozbawiając ją wszelkiej kompetencji i własnych organów, podporządkowanie jej całkowicie władzy urzędów gdań-

skich. W szczególności władze te uzurpują sobie prawo do paraliżowania importu do Polski eksplozywów, a pożalowania godnym jest, że niektóre motywy Wysokiego Komisarza z dn. 7 grudnia wydają się popierać w pewnej mierze pretensje senatu.

Dla uwydatnienia sprawy nota opisuje znany incydent z okrętem belgijskim «Gauja», naładowanym 40 tonami eksplozywów, przeznaczonych dla kopalni węgla w Polsce. W sprawie tej Rada Portowa przed przybyciem statku do Gdańska zwróciła się do szefa pilotów z zapytaniem o zarządzenia bezpieczeństwa publicznego, jakie uważałby za wskazane, na co szef pilotów odpowiedział, że nie może upoważniać wymienionego statku do wpłynięcia do portu, mając wyraźny zakaz prezydenta policji gdańskiej.

Wobec tego stanowiska Rada Portowa była bezsilna, nie mając do swojej dyspozycji własnej policji portowej, niezależnej od władz wolnego miasta, dopiero po 3 dniach, senat gdański, przyszedłszy do przeświadczenia, że popełnił krzywdzące nadużycie, wydał rozkaz wpuszczenia do portu «Gauji», która też wpłynęła d. 23 grudnia, z przyczyn jednak tajemniczego strejku robotni-

ków, zatrudnionych przy wyładowywaniu statku, musiała znów opuścić port, tak, że dopiero 30 grudnia eksplozywy mogły być wyładowane i ekspedjowane do Polski z opóźnieniem 10 dni.

Nota stwierdza, że w wyżej wymienionej sprawie Polska jawnie została pozbawiona praw swych, zagwarantowanych przez traktaty obowiązujące, a przypomniałszy analogiczny wypadek w lipcu 1920 roku, gdy sprzeciwił się wyładowaniu broni i amucji, od których zależało zbawienie Polski w czasie inwazji bolszewickiej, podkreśla, że taki stan rzeczy może tylko znaleźć wytłomaczenie w fakcie, iż wszystkie przepisy w tej materji, zawarte w Traktacie Wersalskim, w Konwencji, oraz w rezolucjach Rady Ligi Narodów pozostały martwą literą z powodu upartej opozycji Senatu Wolnego Miasta.

W sprawie bezrobocia, wywołanego w Porcie gdańskim pod pretekstem niebezpieczeństwa wyładowania eksplozywów, przeznaczonych dla Polski, nota przypomina, że dawny Rząd Niemiecki importował przez Gdańsk znaczne ilości tychże materiałów, bez jakiegokolwiek protestu ze strony robotników, z drugiej zaś strony zapowiada, że gdyby w przyszłości podobne wypadki miały się powtórzyć, Rząd Polski jest zdecydowany zrobić użytek z przyznanego mu prawa i zażąda dopuszczenia do portu gdańskiego robotników polskich. (Rzeczpl.)

CO SIĘ DZIEJE W KRAJU

Zmniejszenie długu państwa.

W P. K. K. P., Biuro prasowe ministerstwa skarbu komunikuje: Dług skarbu państwa w P. K. K. P. wzrósł w I dekadzie stycznia b. r. o 3.100 milionów marek, zaś w II dekadzie o 2 i pół miljarde, przytem zauważa się, że w styczniu b. r. nie było żadnej emisji biletów skarbowych. Dla porównania, należy zaznaczyć, że wzrost długu skarbu państwa w P. K. K. P. wycołał w październiku 1921 — 20 i pół miljarde, w listopadzie 1921 — 45 i pół miljarde, w grudniu — 7 miliardów marek polskich.

Kłopot z b. obywatelami rosyjskimi.

Niedawno poselstwo rosyjskie w Polsce zgodnie z uchwałą swoich władz ogłosiło szereg całości osób za pozbawione obywatelstwa rosyjskiego. W ten sposób około miliona uchodźców, zwłaszcza żydów, którzy ostatnimi czasami masowo zalewali Polskę, pozbawieni są prawa obywatelstwa rosyjskiego i przebywają u nas na podstawie udzielonego im prawa pobytu pod warunkiem jak najszybszego wyjazdu za granicę. Obecnie wskutek pozbawienia ich obywatelstwa rosyjskiego konsulaty państw obcych czynią im trudności przy wizowaniu paszportów zagranicznych i uchodźcy ci nie mogą opuścić Polski. Sprawą tą zajęło się ministerjum spraw wewnętrznych.

Odpływ Niemców z Polski.

Wychodząca w Bydgoszczy «Deutsche Rundschau» żali się, że Niemcy coraz częściej wyzbywają się swych sklepów, przedsiębiorstw i gospodarstw rolnych. Otóż przed kilku dniami przeszła w ręce polskie firma Zeiman, która od lat posiada najpoważniejszy sklep towarowy «krótkich» w mieście. Dotychczasowy właściciel przenosi się do Kwidzyna. Właściciel ziemski Peterson sprzedał swój majątek Wrocławki i wyniósł się także do Niemiec. W starej wsi kolonizacyjnej Małe Czyste przeszła już poważna liczba gospodarstw w ręce polskie, a tak samo zmieniły swych właścicieli gospodarstwa na wybudowaniu. W Zakrzewie zauważyć się daje także znaczne zmniejszenie się liczby Niemców.

Sprzedaż Puszczy Białowieskiej.

Do Warszawy przybyło konsorcjum zagraniczne celem pertraktowania o sprzedaż Puszczy Białowieskiej. W tych dniach wyjedzie specjalna komisja, złożona z przedstawicielami zagranicznych przedsiębiorstw i urzędników ministerstwa skarbu, celem obejrzenia puszczy na miejscu. Do konsorcjum wchodzi przeważnie przedstawiciele kapitału angielskiego i francuskiego.

Odpowiedzialność kolei żelaznych za przesyłki towarowe.

Ministerstwo kolei żelaznych komunikuje: Z dniem 1 lutego koleje polskie przywracają całkowitą odpowiedzialność w razie zaginięcia, braku lub uszkodzenia przesyłek towarowych.

NAJSZYBCIEJ PRZESYŁKĘ PIENIĘDZY DO POLSKI

za pomocą czeków, przekazów listowych lub telegraficznych skutecznie po najlepszym kursie jedynie

BANK DLA HANDLU I PRZEMYSŁU W WARSZAWIE

FILJA W PARYŻU

Adres telegraficzny: Bankvarab

36, rue de Châteaudun, Paris (9°)

Telefon: Trudaine 56-49, 66-78

posiadający we wszystkich miejscowościach Polski swe oddziały, agencje i korespondentów.

Kapitały własne przeszło 200 milionów Marek p.

INSTYTUCJA CENTRALNA: WARSZAWA, UL. TRAUĞUTTA 8

Oddziały w Polsce: Białą podlaska, Białystok, Brześć nad Bugiem, Chełm, Drohobycz, Dubno, Garwolin, Grajewo, Grodno, Korzec, Kowel, Krzemieniec, Lwów, Łomża, Łuck, Łuków, Luniniec, Międzyrzec, Mińsk-Litewski, Pińsk, Radzyń, Równe, Sarny, Siedlce, Sokołów, Stanisławów, Suwałki, Wilno, Włodzimierz Wołyński, Zdobunów oraz 4 oddz. miejsk. w Warszawie. Filja w Brukseli i Antwerpii (Belgia) i Rotterdamie (Holandia).

Kasy wypłat: Poznań, Kraków, Gdańsk, Bydgoszcz, Toruń, Płock, Łańcut, Bielsk, Pabianice, Pułtusk, Zamość, Będzin, Częstochowa, Kalisz, Kielce, Kutno, Łódź, Lublin, Mława, Ostrowiec, Piotrków, Radom, Radomsk, Sandomierz, Sosnowice, Włocławek, Zawiercie, Zgierz.

PIERWSZY POLSKI BANK WE FRANCJI

Liczne listowne podziękowania świadczą, że tylko Bank dla Handlu i Przemysłu w Warszawie potrafił dotąd przesyłać pieniądze najszybciej i najtaniej z zupełną gwarancją punktualnego doręczenia. We większych miastach przekazy telegraficzne zostają wypłacone po 2-3 dniach, a listowne po 5-7 dniach. BANK opocentowuje najkorzystniej oszczędności we frankach lub markach polskich. Specjalna opieka nad przekazami pracowników polskich.

Listy należy pisać po polsku.

Listy i przekazy należy adresować: Banque pour le Commerce et l'Industrie à Varsovie, Succursale de Paris, 36, rue de Châteaudun, Paris (9°).

ZE SWIATA

Jan Orth zginął w Kairze ?

Podczas ostatnich starć pomiędzy narodowcami egipskimi, a policją angielską w Kairze, miał ponieść śmierć, pomiędzy innymi, także pewien starzec, mieszkający w stolicy Egiptu pod nazwiskiem prof. Johna Ortha. Ludność twierdzi, że zabity jest byłym arcyksięciem austriackim, Janem Salwatorem.

Jak wiadomo, Jan Nepomucen Salwator, arcyksiążę austriacki i książę tokański, zgłosiwszy na własną rękę w 1887 roku kandydaturę swą do tronu bułgarskiego, był usunięty przez cesarza Franciszka Józefa z armii austriackiej, a w dwa lata potem, wyrzekłszy się wszystkich tytułów i godności, wyjechał pod nazwiskiem Jana Ortha z Austrii.

W kilka lat później rozeszła się wiadomość, że Jan Orth, wyekwipowawszy własnym kosztem w Buenos Aires trójmasztowiec handlowy «Margherita», wypłynął na nim do Chile, zginął jednak razem ze swym okrętem i całą jego załogą podczas gwałtownej burzy u wybrzeży południowo-amerykańskich.

I przyzwyczajano się już uważać zatonięcie b. arcyksięcia za fakt ustalony, gdy oto nadchodzi wiadomość o śmierci jego w Kairze.

Czy to czasem nie mistyfikacja ?

Gwałtowny deszcz popiołu w Argentynie.

Jak donoszą z Buenos Aires do «Chicago Tribune», wskutek gwałtownego wybuchu wulkanów Peyese i Caules w Andach, olbrzymie masy bardzo lotnego popiołu wulkanicznego, niesione przez prądy powietrza w kierunku południowo-wschodnim, zaczęły opadać gęstym deszczem w Argentynie, sięgając nawet wybrzeży oceanu Atlantyckiego i wywołując wszędzie popłoch wspomnieniem losów Pompei.

Z niektórych miejscowości, bliższych łańcucha Andów, ludność uciekła przerażona na północ.

Dr. Benesz o Jaworzynie.

Dr. Benesz, odpowiadając w komisji spraw granicznych na interpelację posła Horaczka, przyznał, iż w Polsce istnieją jeszcze pewne trudności co do umowy z Czechami, ponieważ po wzajemnym sporze zwrot opinii nie nastąpił w Polsce tak szybko, jak w Czechosłowacji. W sprawie Jaworzyny i innych drażliwych kwestjach nadal toczą się rokowania. Istnieje projekt zwołania specjalnej komisji. Umowa polityczna dotycząca nie została ogłoszona, lecz nastąpi to natychmiast po ukończeniu narad. W interesie rządu leży należyte poinformowanie wszystkich czynników słowackich w sprawie Jaworzyny. Rada ambasadorów przedłużyła termin rokowań w tej sprawie do 6 maja r. b. — Do tego czasu należy ostatecznie porozumieć się z Polską. Dotychczas jednakże decyzja rządu nie została powzięta. Mówiąc o sprawie regulacji granic Sło-

waczyny, Benesz oświadczył, że jest to sprawa wewnętrzna i jako taka zostanie załatwiona administracyjnie.

Wielkie trzęsienie ziemi na Sycylii

Jak donoszą z Sycylii, miejscowość Fratollo pod Messyną uległa strasznej katastrofie trzęsienia ziemi. Spustoszenia, wywołane katastrofą, są nie do opisania. 5 000 mieszkańców pozostało bez dachu nad głową, wszystkie bez wyjątku zabudowania runęły w szczeliny, jakie się utworzyły w momencie katastrofy. Zniszczona została między innymi katedra, oraz sześć innych kościołów. Dzięki szybkiej pomocy oddziałów wojskowych, życie postradało przy katastrofie bardzo niewiele osób. Cała okolica przedstawia wstrząsający obraz.

Rząd przeznaczył 140.000 lirów na potrzeby niesienia pierwszej pomocy. Budowane są baraki dla bezdomnej ludności oraz przysłała się transporty środków żywności. Przesłano również na pomoc oddziały wojsk technicznych.

Lenin i rozbrowienie Rosji.

Lenin miał proponować zmniejszenie sił zbrojnych o połowę. Sprzeciwił się mu Trocki, twierdząc, że konferencja w Genewie jest pułapką zastawioną przez aliantów na Rosję i że po takim rozbrowieniu Ententy rzuciłaby się w jej chwili na Sowiety. Wniosek Lenina upadł znaczną większością głosów.

Angielski komentarz o konferencji w Cannes.

Na ostatnim zebraniu akademików w Cambridge, profesor Watson tak się wyraził o konferencji w Cannes.

«Delegaci francuscy przybyli do Cannes ubrani jak dorożkarze, ale zachowywali się jak mężowie stanu, natomiast delegaci angielscy przybyli ubrani jak dżentelmeni, ale z wyjątkiem lorda Curzona, zachowywali się wszyscy jak dorożkarze.

Przypominamy, że wśród tych delegatów był i Lloyd George.

Konwencja wojskowa serbsko-rumuńska

W dniu 23 stycznia r. b. zawarta została konwencja wojskowa pomiędzy Jugosławiją a Rumunią. Ma ona charakter obronny i przewiduje środki militarne, na wypadek, gdyby jedno z państw zostało zaatakowane przez obce mocarstwo.

Tak zapewnia serbski Dziennik oficjalny.

Ameryka przeciw sowietom.

«New York Herald» donosi, że rząd Stanów Zjednoczonych jest dziś, tak, jak przed 10 miesiącami, mało skłonny do uznania rządu sowieckiego. Zaproszenie na konferencję genueńską dało departamentowi państwowemu sposobność do szczegółowego zajęcia się położeniem Rosji. Z raportu agentów angielskich widać, że w Rosji istnieją wprawdzie pewne reformy, lecz istnieją one na papierze, zaś położenie gospodar-

cze jest również złe, jak przedtem. Bolszewizm osiągnął już swój punkt kulminacyjny, a jego wpływy znajdują się obecnie w stanie zaniku. Departament państwowy doszedł do przekonania, że nie zostały dane dostateczne gwarancje zabezpieczenia własności i dotrzymywania umów.

Zbrodnie bolszewików.

«Ridnyj Kraj» donosi z Czortkowa, na podstawie informacji z Kamieńca przerażające szczegóły o działalności tamtejszej czerezwyczałki. Kamieniec z powodu listopadowych wypadków wydaje się sowietom specjalnie podejrzany i z tego powodu zorganizowano tam krwawą czerezwyczałkę, na czele której stoi niejaki Twardochlebow i żyd odeski Dawidow. Czerezwyczałka ta rozstrzelała znaczną część kamienieckiej młodzieży ukraińskiej. Jak jeden z uciekinierów opowiada, wśród pomordowanych przez bolszewików znajduje się około 30 studentek gimnazjum i seminarjum kamienieckiego.

Uczony zamęczony przez bolszewików.

Z Czortkowa donoszą do «Ridnego Kraju», że w torturach kamienieckiej czerezwyczałki poniósł śmierć głośny ukraiński profesor historii ukraińskiej na uniwersytecie kamienieckim Klymenko.

WIELKA WYSPRZEDAŻ FUTER

po cenach Zakupu

do 1 lutego do 1 marca 1922 r.

A. MAKOWSKI

10, rue Jean-de-Beauvais, PARIS

(Koło nr. 51, boul. St-Germain)

Przejeżdżnym Rodakom Administracja POLONII udziela bezinteresownie wskazówek i informacji we wszystkich kwestjach i sprawach bankowych, przemysłowych, handlowych, konsularnych. Można zgłaszać się codziennie, między godziną 5 a 6 po południu.

ROZMAITOŚCI

Zmierzech znaczków pocztowych.

W krajach posiadających szeroko rozwinięty ruch pocztowy i korespondencyjny, jak n. p. w Stanach Zjednoczonych Ameryki — znaczek pocztowy znikł z powierzchni dla korespondencji wewnętrznej, a pozostaje jeszcze dla zagranicznej. Zastępują go automaty z kasownikami. Dotychczas drukowano w Ameryce znaczki pocztowe na maszynach rotacyjnych, lecz Amerykanie widząc, że papier, druk, gumowanie, ząbkowanie, klisze, konkursy na rysunki i administracyjny personal zbyt drogo kosztują, ustawili w salach urzędów pocztowych automaty-skrzynki pocztowe, gdzie nadawca wrzuca list i monetę odpowiednią, potem list ostemplowany wpada do obok stojącej skrzynki zbiorowej. Kasownik taki, czyli stempel, ma wymienioną miejscowość i kwotę opłaconą, nie posiada jednakże daty. Na przesyłki pakietowe nakleja się opaska ostemplowana w ten sam sposób. Jedynie listy pieniężne oddaje się po ostemplowaniu do okienka. Format listów i pocztówek jest przepisany. Większe instytucje, banki, urzędy posiadają własne automaty do stemplowania listów, które potem odsyłają na pocztę. Z chwilą zaprowadzenia tego systemu nastąpiła znaczna redukcja personelu urzędniczego, zwłaszcza kontrolnego.
(«Filatelista Polski».)

Armja Litwy kowieńskiej

składa się z 12 pułków piechoty, 4 dýwizjonów artylerji polowej, 3 pułków jazdy, oddziałów technicznych, pomocniczych i sanitarnych. Nadto lotnictwo bojowe wojsk. satnowia 3 bojowe eskadry lotnicze o sile 30 aparatów, przeważnie syst. «F. L. G.» «Albatros» i «Focker». Aparaty lotnicze litewskie oznaczone są białym krzyżem na skrzydłach. Ogółem armja litewska liczy 50.000 ludzi.

Sylwester w Moskwie,

«Narodni Listy» piszą: Nowa polityka ekonomiczna odbiła się również na uroczystości noworocznej, obchodzonej w tym roku niezwykle szumnie. W noc sylwestrową wolno było sprzedawać wino. O wypitej ilości wina świadczą ol-

brzymie sumy specjalnego podatku, jakie restauracje zapłaciły na rzecz skarbu. Restauracja «Empire» na Petrówce zapłaciła 500 milj. rb. podatku specjalnego od wina; stolik w tej restauracji kosztował 4 milj. rb., a względnie skromna kolacja na kilka osób 30—40 milj. rb. Wybrany mi, którzy witali w tej restauracji Nowy Rok, byli urzędnicy sowieccy, cudzoziemcy i spekulanci. Wszystko to — pisze nie bez ironji dziennik — dzieje się w państwie, w którym 30 milj. ludzi mrze z głodu.

Awans skazanego na śmierć.

Zdarzył się fakt w dziejach wojskowości i sądownictwa chyba jedyny. Skazany na śmierć przez lwowski sąd wojskowy podpor. Karol Kawecki, oczekujący na wynik wniesionego odwołania, otrzymał równocześnie z doniesieniem urzędowym o zniesieniu wyroku śmierci i wyznaczeniu ponownej rozprawy — wiadomość, że został mianowany kapitanem.

Płatne urlopy robotników w Polsce.

Na zasadzie danych, zaczerpniętych z 74 umów zbiorowych, sprawa urlopów w górnictwie, przemyśle, handlu i rolnictwie przedstawia się w sposób następujący:

W rolnictwie służba folwarczna w Poznańskiem ma 4 dni wolne na rok, oprócz niedziel i świąt, w Kongresówce — 12 dni.

W górnictwie (Dąbrowa Górnicza, Zawiercie) — po roku pracy robotnik otrzymuje 7 dni urlopu, po 2 latach 14 dni. W kopalniach nafty w Borysławiu — po roku — 7 dni, po 5 latach 14, po 10 — 21. Kopalnie wapna (Strzemieszycy) — po roku dają 7 dni urlopu, po 2 — 10, po 3 — 14 dni.

Urzędnicy kopalń Zagłębia Dąbrowskiego otrzymują 28 dni urlopu po roku pracy, podobnie, jak pracownicy kopalni nafty w Borysławiu. W kopalniach nafty w Krośnie po roku pracy urzędnik pierwszej kategorii otrzymuje 14 dni urlopu, drugiej — 21, trzeciej 28

W przemyśle metalowym (Zawiercie, Sosnowiec) robotnik po roku pracy otrzymuje 3 dni urlopu, po 2 — 7 dni, po 3 — 14 dni. W Poznaniu w przemyśle metalowym robotnik po roku pracy otrzymuje 2 dni urlopu, po 2 latach — 3, po 5 latach — 4 i po 10 latach — 6 dni.

W przemyśle chemicznym w Warszawie po roku pracy — 14 dni urlopu. Na prowincji (Paktoła) — po roku pracy — 7 dni, po 2 latach — 14; w Sosnowcu — po roku pracy — 4 dni, po 2 latach — 7 dni, po 3 latach — 14; w Buczkwicach (Małopolska) robotnicy po 5 do 10 latach pracy otrzymują 3 dni urlopu na rok, powyżej 10 lat pracy — 6 dni na rok.

Drukarze (Sosnowiec) — otrzymują 14 dni urlopu na rok.

W przemyśle papierniczym (Sosnowiec, Myszków) robotnicy po roku pracy otrzymują 3 dni urlopu, po 2 — 7 dni, po 3 — 14 dni. Fabryka papieru w Żywcu daje każdemu robotnikowi 5 dni urlopu na rok.

W przemyśle włóknistym (Sosnowiec — przędzalnia) mamy urlopy robotnicze po roku pracy — 3 dni, po 2 — 7 dni, po 3 — 14 dni, oraz (Sosnowiec — fabryka pończoch) po roku — 7 dni.

W przemyśle odzieżowym, magazyny konfekcyjne (Sosnowiec) udzielają po roku pracy — 7 dni urlopu, po dwu latach — 14 dni.

W przemyśle spożywczym, robotnicy młynarscy (Warszawa, Łask) otrzymują po pół roku pracy — 14 dni urlopu, po roku — 26 dni; robotnicy w browarze (Warszawa) po roku — 4 dni; służba hotelowa i muzycy w restauracjach (Warszawa, Lublin) — po pół roku pracy — 14 dni urlopu; rzeźnicy Łódź i wędliniarze (Warszawa) — po roku pracy — 14 dni urlopu; wreszcie piekarze (Dąbrowa) po roku pracy — 7 dni urlopu.

Urzędnicy Banku Handlowego w Warszawie otrzymują 28 dni urlopu po roku pracy.

Jak widać z powyższego, najdłuższe urlopy mają urzędnicy w bankach i kopalniach: 28 dni po roku pracy.

Wśród robotników z najdłuższego urlopu korzystają młynarze (28 dni po roku pracy), następnie robotnicy przemysłu spożywczego: browary, rzeźnicy, wędliniarze, oraz drukarze, którzy po roku pracy (niekiedy po pół roku) otrzymują 14 dni urlopu na rok.

Apologia «czerezwyczajki».

Oslawiona «czerezwyczajka» była, jest i będzie w nieustannym strachu, jak to okazuje się z jej urzędowego, ale przeznaczonego jedynie dla użytku wewnętrznego, wydawnictwa, którego pewne szczegóły godzi się podać do wiadomości publicznej.

Nazwa jej, piszą do «Kurjera Warszawskiego» urzędowa, brzmiąca: «Nadzwyczajna komisja walki z kontrrewolucją i sabotażem; pierwsze zaś jej posiedzenie odbyło się dnia 7 grudnia st. 1917 r., t. j. wówczas, gdy sowieci za ledwo zdążyli pochwytać władzę w swoje ręce, narazem na zamachy ze strony zarówno kontrrewolucjonistów wewnętrznych, jak niemniej nieprzyjaciół zagranicznych.

Czynownik, pobudzony przez przeciwbolszewickie partie socjalistyczne, zaprzestał pracy, skutkiem czego maszyna państwowa mogła stanąć! Junkrzy wraz z oficerami kadrowymi urządzali jedno powstanie po drugim, celem wytrącenia władzy z rąk sowieców. Strajk kolejowy wisiał w powietrzu. Mienszewicy i prawica socjalistyczna, nie szczędząc środków, toczyła również walkę z władzą sowiecką. Spekulanci wreszcie, korzystając z trudnej sytuacji bolszewików, wyczuwali chwilę, odpowiednią dla pałkarstwa, czyniąc jeszcze cięższemu i tak już trudne położenie gospodarce Rosji, doprowadzone do ostateczności skutkiem długoletniej, imperjalistycznej wojny.

A jednocześnie napierały wojska okupacyjne niemieckie, zagrażając stolicy bolszewizmu — Petersburgowi, a tem samym całej władzy sowieckiej.

W takiej sytuacji bolszewicy uciekli się do środków bezwzględnych: do walki z wrogiem zewnętrznym, utworzyli czerwoną gwardję, dla pokonania zaś nieprzyjaciół wewnętrznych trzeba było stworzyć organ osobny, któryby zabezpieczył pracę nad ustanowieniem typu rządu sowieckiego i stanowił ochronę tyłów armji czerwonej.

Organem takim stała się «nadzwyczajna komisja», która następnie rozciągnęła swoją kompetencję również na przestępstwa służbowe, spekulację i bandytyzm.

Sama komisja z osławionym Dzierżyńskim na czele tak określiła swoje zadania: tłumić w zarodku wszystkie próby kontrrewolucyjne i sabotażu w całej Rosji, oddawać pod sąd tybunatu rewolucyjnego kontrrewolucjonistów i krzewicieli sabotażu, opracować środki walki z nimi i wprowadzać je bezwzględnie w życie. Trzeba było wówczas iście drakońskich sposobów dla złamania sabotażu i unieszkodliwienia pełnej jeszcze siły kontrrewolucji. Wróg winien był uczuć, że istnieje wszechwładzące oko i okrutna ręka, a bezwzględna w obronie władzy sowieckiej.

Czem jest tedy właściwie «czerezwyczajka»? Nie jest ona ani komisją śledczą, ani sądem. Jest to organ bojowy na froncie wewnętrznym wojny z ludnością własną, który nie sądzi nieprzyjaciela, lecz morduje od razu i to nawet tych, którzy nic nie są winni ponad to, że nie są pożyteczni komunistom. To bojowy organ władzy sowieckiej, umożliwiający jej wadzstwo nad milionami mas włościańskich i robotniczych, który miał nietylko zastąpić, lecz nawet przewyższyć nieskończenie terror carskich opryczników i zamścić czasy Iwana Groźnego. Organ ten miał prawo mordować każdego podejrzanego bez sądu. Wyjątkowo zaś tylko posługiwał się internowaniem lub oddaniem posadzonego o kontrrewolucję sędziemu śledczemu.

«Czerezwyczajka» stwierdzała jedynie szkodliwość lub nieszkodliwość danego osobnika, oraz stopień tej szkodliwości dla władzy sowieckiej i stosownie do tego — albo zgładzała go ze świata, albo usuwała od ogółu. Ostatni rodzaj kary był wszelako stosowany bardzo rzadko! Początkowa akcja «czerezwyczajki» była prowadzona z pewną oględnością. To też w pierwszej połowie 1918 r., t. j. w pierwszym półroczu jej istnienia rozstrzelano z jej rozkazu tylko 22 osoby. Później jednak duch okrucieństwa przeszedł się do «czerezwyczajek» przez coraz to liczniejszych członków-żydów, tak, że w drugim półroczu 1918 r. rozstrzelano już 6000 ludzi z górą wedle wykazów urzędowych. Ile ofiar stracono nieurzędownie. Bóg to racy wiedzieć!

To też na istną ironję w wymienionem wydawnictwie urzędowym zakrawa zdanie:

— «Przez cały czas byliśmy nadzwyczaj mięcy i wielkoduszni wobec zwyciężonego wroga i nie doceniailiśmy jego zdolności życiowej i podłości. Koniecznością jest tedy użycie skrajnej srogości, nieubлагania, prostolinijności. Oto mądrość, której nas nauczyły te trzy lata wojny z własnymi obywatelami!»

Wskutek tego też uznano za jedyny środek utrzymania się sowieców przy władzy — «niszczenie żywych sił przeciwnika». A ze prztem wyprawiono na tamten świat tysiące ludzi niewinnych, to przecież jest bagatelka wobec milionów, ginących z głodu w Rosji sowieckiej!

— «Przez cały czas — czytamy w tej urzędowej enuncjacji sowieckiej — «czerezwyczajki» starały się tak pracować (sic!) i tak polecić siebie, żeby samo wspomnienie o nich odebrało wszelką ochotę do spisków. «Czerezwyczajki» istnieją już trzy lata. Przez połowę tego czasu musiały iść po omacku, nie dziw tedy, że zdarzały się omyłki».

Cóż jednak znaczą one wobec zabezpieczenia sowieciom władzy? — zda się wyzierać z pośród szczegółowych ustępów tego bizantyjskiego sprawozdania.

— «W zacieklej zmaganiu się dwóch światów: burżuazyjnego i komunistycznego — nie ma trzeciego wyjścia; kto nie jest z nami, ten przeciwko nam; kto nie po tej stronie barykad, ten dobrowolnie lub niedobrowolnie znalazł się po ich drugiej stronie. Każda partja, która przestaje być partją rządową — która przestaje dzielić z nią odpowiedzialność, jednocześnie staje w nieprzyjacielskiej opozycji».

Wedle tej recepty należałoby w każdym państwie stracić bodaj że połowę ludności! Bo w Rosji liczba straconych przez czerezwyczajki zbliża się z dniem każdym coraz więcej do tej normy. I jeśliby bolszewicy utrzymali się przy władzy jeszcze parę lat, wusieliby przystąpić do wzajemnego pozbawienia się życia, wówczas bowiem zabrakłoby już ludzi ze świata burżuazyjnego! I bodaj, czy do bolszewików nie da zastosować się znana bajka Krasińskiego o dwu szczurach, które tak zjadł walczyły ze sobą, że z nich nareszcie same tylko ogony pozostały.

J. Leński.

Prawo do korzystania z 14 dni urlopu, po dwóch latach pracy otrzymują górnicy w Dąbrowie, niekiedy robotnicy przemysłu chemicznego i pracownicy zakładów konfekcyjnych.

Kopalnie wapienia w Strzemieszycach, przemysł metalowy w Zawierciu i Sosnowcu, przemysł papierniczy w Sosnowcu i Myszkowie, przemysł włóknisty w Sosnowcu udzielają 14-dniowego urlopu po 3 latach pracy, kopalnie ropy w Boryslawiu i Peczeniżynie po 5-ci.

Robotnicy rolni w Kongresówce korzystają z 12 dni wolnych w roku.

W Poznańskim najdłuższy urlop, jaki spotykamy, jest 6 dni po 10 latach pracy w przemyśle metalowym.

Znaczna część umów nie zawiera żadnej wzmianki o urlopach, niektóre zobowiązują się udzielić je, o ile to samo uczynią inni przedsiębiorcy tej samej gałęzi, lub o ile kwestja urlopów zostanie uregulowana przez prawodawstwo.

Płatne urlopy robotników, a w szczególności pracowników, są oczywiście bardziej rozpowszechnione, niż wykazują powyższe dane, zaczerpnięte z zarejestrowanych przez Główny Urząd Statystyczny umów zbiorowych.

(Prawda.)

Wiadomości Telegraficzne

« Agence » Telegraphique de l'Est « Ajencja Telegraficzna Wschodnia » 12, rue du Helder.

● Delegat polski w Wilnie.

Rząd polski zamianował swym delegatem w Wilnie w miejsce pułkownika Tupalskiego, wojewodę warszawskiego, hr. Soltana.

● Z sejmiku wileńskiego.

Na posiedzeniu dn. 3 b. m. sejm wileński dokonał wyboru marszałka sejmowego w osobie Antoniego Łokuciejeckiego, członka Rad Ludowych i prezesa Rady w Oszmianie, liczącego 37 rok życia, ilością 58 głosów przeciw 45, które otrzymał członek centralnego komitetu wyborczego, Bańkowski. Nowy marszałek, podziękowawszy za ten dowód zaufania, wyraził nadzieję, że prace sejmiku odniosą owoce i zapewnił, że swą godność wykonywać będzie z bezwzględna bezstronnością.

Na trzecim posiedzeniu sejmowem marszałek oświadczył, że prezydent komisji rządowej, Meyszowicz, złożył do sejmiku wszystkie dekrety, podpisane przezń i przez gen. Żeligowskiego.

Sejm otrzymał liczne depesze gratulacyjne, między innymi od Marszałka Piłsudskiego i marszałka Trampczyńskiego.

Partje polityczne w sejmie złożyły różne teksty rezolucji o przyłączeniu Wilna do Polski. Teksty te zostały odesłane do komisji politycznej w sejmie.

Na wniosek ludowców i demokratów, sejm uchwalił jednogłośnie następującą rezolucję:

« Sejm, wysłany z woli ludności terytorjum wileńskiego, które po długiej niewoli w jarzmie cudzoziemskim, zostało wyzwolone dzięki bohaterstwu wysiłkom najlepszemu ze swych synów, a mianowicie Józefa Piłsudskiego, wyraża Mu hołd dobrze zasłużony, wraz z wyrazami wdzięczności, która nigdy nie wygaśnie. Sejm wyraża nadzieję w wyzwolenie przesładowanej ziemi wileńskiej, w imię świetlanej idei braterskiej wspólnoty wszystkich narodowości tej ziemi i możność połączenia na zawsze Wilna z ojczyzną polską »

Również jednogłośnie przyjął sejm następującą rezolucję:

« Sejm stwierdza, że akt gen. Żeligowskiego został powitany przez ludność z radością i wdzięcznością, jako wyzwolenie od przemocy cudzoziemskiej. Znosząc traktat litewsko-bolszewicki, zawarty bez zapytania się o zdanie samej ludności, Żeligowski uczynił możliwym prawdziwe wyrażenie woli tej ludności i w swej pierwszej odezwie zapowiedział zwołanie sejmiku, co obecnie jest faktem dokonany. Niestety, nie było mu danem być tego świadkiem i samemu otworzyć sejm. Sejm wyraża generałowi Żeligowskiemu najgłębszy hołd i wdzięczność w imieniu ludności, która pragnie i oczekuje jego rychłego powrotu. »

● Uznanie Litwy kowieńskiej.

Według dzienników warszawskich, w kołach rządowych polskich istnieje zamiar uznania Litwy kowieńskiej « de jure » pod warunkiem je-

dnakże, że Kowno zgodzi się na rokowania na podstawie, wyrażonej w ostatniej nocy polskiej.

● Polska na konferencji w Genewie.

Utworzono definitywnie cztery komisje, mające wziąć udział w konferencji w Genewie, a mianowicie: polityczną, handlowo-przemysłową, finansową i komunikacyjną.

● Głód w Rosji.

Według wiadomości z Moskwy okolice, dotknięte głodem są o wiele większe, niż te, które podają oficjalne źródła sowieckie, a mianowicie, objęte są głodem między innymi: Kubań, Jekaterynosław i Cherson.

● Ostatnia mowa Czyczerina.

Na nadzwyczajnym zebraniu centralnego komitetu wykonawczego Czyczerin wypowiedział następującą mowę, skreśliwszy najprzód różnicę między Erancją a Anglią w sprawie państw bałtyckich i Rosji.

« Meżowie stanu angielscy widzą daleko i przeczuwają narodziny nowych sił historycznych. Połączyć się z temi siłami, aby nie dopuścić, iżby mogły szkodzić — oto tryumf tradycyjnej sztuki dyplomatycznej angielskiej, której przedstawicielem jest Lloyd George. Działa on z wielką zręcznością w ścisłej łączności z otaczającymi go siłami politycznymi i ekonomicznymi, a opierając się na sztuce kompromisu, którą posiada w wysokim stopniu, Lloyd George ma siłę, aby zwalczyć różne trudności, jakie mu następują koła szowinistyczne i militarne, interesy prywatne i koterja dworska »

Według Czyczerina po zbankrutowaniu w Wasyngtonie kwestji załatwienia spraw światowych, prasa angielska wysuwa trzy główne powody pogodzenia się z Rosją, a mianowicie:

1. Przywrócenie światowej równowagi ekonomicznej jest niemożliwe bez współdziałania Rosji, wobec jej doniosłości ekonomicznej.
2. Utrzymanie pokoju powszechnego jest niemożliwe bez Rosji, wobec jej potęgi militarnej.
3. Wpływ polityki rosyjskiej na wschodzie jest czynnikiem doniosłości światowej.

● Nowa linja kolejowa.

Goniec Krakowski donosi, że wkrótce rozpocznie się budowa nowej linii kolejowej, łączącej Górny Śląsk z Poznańskiem. Linja będzie szła przez Herby, Wieluń i Opatówek do Inowrocławia. Pracę wykona konsorcjum prywatne.

● Opinia polska o nowym papieżu.

Dzienniki polskie podały wiadomość o wyborze papieża w osobnych wydaniach. Wieść o wyborze Rattiego została przyjęta z radością przez całą ludność.

● Konferencja kolejowa.

W dniu 10 b. m. została otwarta w Rydze konferencja kolejowa z udziałem Polski, Czech, Litwy i Łotwy.

Odezwa do Polaków w Bruay, RODACY!

Dnia 12 b. m. odbędzie się uroczyste odsłonięcie «Pomnika dla bohaterów Francji», obywateli z Bruay, poległych w wielkiej wojnie. Naszym obowiązkiem jest jaknajliczniejszy wziąć udział w tej uroczystości, ażeby swą obecnością uczcić ich pamięć i oddać cześć tym, którzy walcząc za wolność narodów, oddali swe życie za tą wolność!

Przez liczny nasz udział w tej uroczystości oddamy hołd nie tylko Francuzom, poległym w tej wojnie, lecz i braciom naszym, poległym za wolność ojczyzny naszej. Obecnością swą w tej uroczystości zadokumentujemy przed światem odwieczną przyjaźń, łączącą dwa bratnie narody! Stawmy się wszyscy! — bez względu na stan pogody!

PROGRAM.

1. Zbiórka o godzinie 10 i pół rano na szybie 1-szym w szkole polskiej.
2. Następnie pochód następującymi ulicami: Marmottan, Casimir Beugnet, Jean Jaurès, Administration, National, do Pomnika.
3. O godz. 12 odsłonięcie pomnika, przemówienie, śpiewy.

Bruay, 6 lutego 1922.

KOMITET.

IMPRIMERIE LEVÉ
71, rue de Rennes. — Tél.: Saxe 03-45
Wykonuje wszelkie druki polskie: Cyrkularze, Karty ogłoszenia, Broszury, Formularze, Zaproszenia, Książki, etc. etc.
Na ządanie przeprowadza sama korektę polską

Pierwszy Polski Sklep
Artykułów Piśmiennych.
ROMAN REMBELSKI
Przyjmuje prenumeratę na dzienniki warszawskie (16 fr. miesięcznie z przesyłką): Kurjer Poranny — Robotnik — Rzeczpospolita
zarazem poleca KSIĄŻKI POLSKIE
3, rue Fourcy. — Paris IV.

Władysław Syrewicz
b. prof. Konserwatorjum w Krakowie
:: udziela lekcji ::
gry na skrzypcach.
232, Boulevard Raspail, Paris XIV.

KRONIKA

◊ **Wiadomości kościelne.**
W przyszłą niedzielę, dnia 12 b. m. odbędzie się jak zwykle, msza św. z kazaniem polskim w Assomption o godz. 12.

◊ **Curie - Skłodowska członkiem paryskiej Akademii Medycznej.**
Paryska Akademia Medyczna na ostatnim posiedzeniu wybrała 64 głosami na 80, na swego członka Curie-Skłodowską. Wybór naszej słynnej rodaczki, pierwszej wogóle kobiety wybranej do wspomnianej akademii, jest wymownym wyrazem hołdu, złożonego jej przez świat naukowy francuski, tym więcej zasługującej na uwagę, że P. Skłodowska sama nie zgłosiła swej kandydatury i że z chwilą, kiedy myśl o tym wyborze wyszła z kół francuskich, inni kandydaci sami się usunęli, wyrażając tem ustępowaniem swój hołd dla niepospolitych zasług naszej rodaczki na polu medycyny, a to przez zastosowanie na polu lecznictwa przez radjum, (odkrytego przez nią i jej męża, ś. p. Piotra Curie).

Imieniem całej kolonii polskiej we Francji *Polonia* na tem miejscu pośpiesza z wyrazami szczerzej radości z powodu tego wysokiego, a tak zasłużonego odznaczenia.

◊ **Odczyt Dr. Lipińskiej.**
Przypominamy, że w przyszłą sobotę, dnia 18 lutego, w sali Gaveau, o godz. 4 po południu, odbędzie się konferencja Dr. Lipińskiej o «Autogestji». Dr. Lipińska jest delegatką polskiego ministerstwa Hygieny i laureatką paryskiej akademii Medycznej. Konferencja odbędzie się pod przewodnictwem profesorów Piotra Janet, Karola Walthera oraz senatora Dausset. Po konferencji odbędzie się część koncertowa, w której, między innymi, wezmą udział PP. Lilly Laskin i Marja Simon z Opery, oraz PP. Delun i André Pascal.

◊ **Sokół w Dechy.**
Sokół Polski w Dechy odbył walne zebranie w dniu 1 stycznia b. r. Po załatwieniu spraw bieżących, przystąpiono do wyborów, które dały wynik następujący: Stanisław Olek (prezes), Aleksander Kaczmarski I (wiceprezes), Aleksander Kaczmarski II (sekretarz), Józef Wojteczak (zast. sekr.), Bartłomiej Marciniak (skarbnik), Franciszek Marek (zast. skarbn.), Józef Wojteczak i Franciszek Stachowiak (rewizorowie kasy), Stefan Putkowski i Michał Brzozowski (ławnicy) i Tomasz Swydziniński (Naczelnik).

◊ **Wieczór polski w Operze.**
Zapowiedziany na 26 stycznia wieczór w Operze ze współudziałem chórow z kaplicy Sykstyńskiej, na dochód repatriantów polskich, został przełożony z powodu śmierci papieża) i odbędzie się nieodwołalnie w dniu 14 lutego (we wtorek najbliższy) z tym samym programem, pod patronatem pani Aleksandrowej Millerand, żony Prezydenta Rzplitej Francuskiej.

DENTYSTA POLAK

STEFAN MENDRYS, 32 place ST. GEORGES, 32
(Nord-Sud St. Georges)
wykonywa po cenach umiarkowanych wszelkie
operacje dentystyczne.
Przyjmuje od 9—12 i od 2—7. W niedziele
i święta tylko od 9—12.
Dla pracujących w biurach i magazynach
w godzinach pozabiurowych za zawiadomieniem

Tel. Trudaine 54-65.

SAVOYS SOUPERS**OBIADY — KOLACJE**

Open all night. Ouvert toute la nuit.
:: Otwarte całą noc. ::
Orkiestra cygańska-Tańce-Spiewy.
OBIADY à prix fixe i à la carte
z winem i kawą po 18 franków.
Dyrektor CHARLY. 73 rue Pigalle.

Bank Francusko-Polski

41 Avenue de l'Opera, Paryż.
Telefon: Central 08-99.

Bank zajmuje się wyłącznie
:: sprawami z Polską. ::

Kupno i sprzedaż polsk. banknotów.
Rachunki bieżące w markach polsk.
Wysyła pieniądze do Polski.

Obchód gwiazdkowy w Dechy.

W dzień Trzech Króli odbył się gwiazdkowy obchód w Dechy. Złożyły się nań po odśpiewaniu kolend i łamaniu opłatkiem, popisy dzieci, które odegrały Jasełki góralskie, a następnie popisy gimnastyczne, niemniej śpiewy i deklamacje wykonane również przez dzieci. Zastęga w pierwszym rzędzie należy się druhom Bartkowiakowi i Karczmarskiemu, którzy przygotowali dzieci do występu. Po właściwej uroczystości nastąpiły tańce, które przeciągnęły się do późna.

Nieudany atak na naszego « attaché » wojskowego w Paryżu.

W osławionej już *Ere Nouvelle* ukazał się dnia 31 stycznia niepodpisany tym razem artykuł pod tytułem « Francja i Polska: Niepożądany ». Chodziło o nowego « attaché » wojskowego polskiego we Francji, którego *Ere Nouvelle* nie wymieniła z nazwiska, ale który ma być dawnym oficerem armii austriackiej, uchodzącym za « francophobe notoire et impénitent », « admirateur passionné de ses vieux amis de Berlin » itp., który w dodatku miał się bardzo « skompromitować » w roku zeszłym w Wiedniu, w jakiejś aferze kupna francusk. szyfru wojskowego. Nominacja jego miała nastąpić wbrew władzom francuskim, ale wobec oporu « Pana Piłsudskiego » (jak się wyraża *Ere Nouvelle*) rząd francuski ustąpił. « Te przychylenie się do woli p. Piłsudskiego — powiada dziennik — jest dość dziwne, albowiem jest rzeczą pewną, na całe szczęście, że p. Piłsudski nie jest całą Polską, a ostatnie głosowanie w Sejmie dało mu tylko 12 głosów większości... »

Oburzenie się na « germanofilizm » kogoś na łamach organu wybitnie germanofilskiego, krytyka demokracji « Piłsudskiego » na łamach organu, który uchodzi za « demokratyczny », to są wszystko niepospolite paradoksy, których przewrotność możemy sobie wytłumaczyć jedynie chęcią szkolenia Polsce wszelkimi sposobami. Atoli atak powyższy na majora Becka — bo o niego chodzi — był zbyt bezcelny, zbyt sprzeczny z przysłowiową kurtuazją i gościnnością francuską, aby pozostał bez odpowiedzi. I oto dnia 3 b. m. *Ere Nouvelle* zamieściła notatkę, której wydrukowanie dużo musiało kosztować wydawców tego dziennika ultra-« demokratycznego ». Pod tytułem « Francja i Polska » czytamy tam mianowicie:

« Kilka dni temu ogłosiliśmy (31. I) artykuł, domagający się wyjaśnienia w sprawie nominacji do Paryża nowego polskiego « attaché »

BIENENFELD JACQUES

KUPOJE : Perły, Drogie Kamienie
Biżuterje okazyjne.

PARYŻ 62, rue Lafayette, 62

Téléph. : CENTRAL 90-10

POLSKA FABRYKA MEBLI

Artystycznych we wszystkich
STYLACH

MAKULUS & MAŁACHOWSKI

45, i 47 rue de Reuilly — Paryż (XII^e)
(métro Reuilly)

Wielki Wybór na Składzie

Jedyny Zakład Kuśnierski Polski
w Paryżu

A. MAKOWSKI

10, rue Jean-de-Beauvais, PARIS
(kolo nr. 51, bulw. St-Germain)

Wielki wybór futer.

! Modele pierwszorzędných domów.
Przechowywanie i przerabianie futer.
Ceny umiarkowane, w sezonie letnim
znacznie niższe.

Wszelkie przeróbki, reparacje i odśwież. mebli i materacy, transformacje i zawieszanie portjer i dekoracyj

wykonuje sumiennie po cenach bardzo przystępnych

Tapicer - dekorator B. JARNICKI
Paryż, 13 rue Zacharie metro St. Michel

wojskowego. Z zadowoleniem dowiadujemy się dziś, że nasze obawy były nieusprawiedliwione i że dobra wiara naszego współpracownika została wprowadzona w błąd (przez kogo?).

« Polski « attaché » wojskowy nie był, jak nań zapewniają, nigdy wysyłany z jakakolwiek misją do Wiednia; nie był także włączony w żadną afere kupna szyfru francuskiego.

« W r. 1917, odmówiwszy złożenia przysięgi na wierność armii niemieckiej, był on rzekomo zdegradowany i wyrzucony z terenu okupacji niemieckiej. W marcu 1918 r. przedarł się jakoby do wojsk polskich, organizujących się na Ukrainie i wziął udział w bitwie kaniowskiej przeciwko Niemcom. Po tej bitwie, uciekając przed prześladowaniami niemieckimi, udał się na Murman, aby przyłączyć się do wojsk polskich, organizowanych tam pod egidą komendy międzysojuszniczej. W drodze został podobno zaarrestowany przez bolszewików, i zmuszony był się cofnąć. Powróciwszy wkrótce do Polski, zaangażował się w listopadzie 1918 r. do armii polskiej. »

Podkreślamy, że powyższe sprostowanie nie pochodzi wcale ze źródeł polskich, ale urzędowych francuskich. Może powyższa nauczka wyjdzie *Ere Nouvelle* na zdrowie.

Przy zmianie adresu prosimy nadsyłać markami pocztowymi 75 centimów na druk nowych opasek.

WILLA z wszelkim komfortem, składająca się z 2 mieszkań (12 i 10 pokoi) z halą, ewentualnie z pięknymi meblami do sprzedania w Poznaniu. Oferty listownie pod adresem: H. Szermentowski, 21 rue Dauncourt, Paris XVII.

CAFÉ DE LA ROTONDE Rendez-vous Artystów
105, boulevard Montparnasse
Téléph. Saxe 26-82.
Młodziży uniwersyteckiej.
larzy, Rzeźbiarzy, Muzyków,
Literatów Polskich i polskiej

Compagnie Générale Transatlantique
PARIS — 6, RUE AUBER

LINJA POCZTOWA Z HAVRU DO NOWEGO-YORKU

Szybkie parostalki

dla podróżujących I^{ej},
II^{ej} i III^{ej} klasy.

Wyjazd z Havru co sobota.

Pociągi specjalne z Paryża do Havru.

Bliższych informacji udziela Biuro
6, Rue Auber, PARIS

FOURRURES — PELLETERIES

E. ROSNER & C^{ie}

48, rue du Colisée, PARIS (8^e)

Tél. : Elysée 21-46

Dr Medycyny

FRANCISZEK BRABANDER

b. ekstern szpitali m. Paryża

przyjmuje rano od 11 do 12

i popoł. od 3 do 7

CHOROBY WEWNĘTRZNE,

SKÓRNE I WENERYCZNE

Ceny Specjalne dla Robotników

10, rue du Château-d'Eau, I piętro
(métro République)

Poszukuje się

SEKRETARKI

Zgłoszenia do Polonii dla Dr. L.

RYNEK PIENIĘŻNY

Paryż dnia 8 lutego 1921.

Funty angielskie.....	51 fr. 27
Dolary ameryk.....	11 fr. 79
Franki belg.....	95 1/2
Franki szwajc.....	2 fr. 30
Marki niem.....	5 29/32
Korony czeskie.....	22 1/4
Leje rumuńskie.....	9 3/8
Korony austr.....	—
Liry włoskie.....	56 5/8
Marki polskie :	
Banknoty.....	0.41
Czeki na Warszawę.....	0.36 1/2—0.38 1/2
Tysiąc marek polskich.....	3 fr. 80

Miljonówka.

Z powodu strejku na kolejach niemieckich i nienadchodzenia dlatego pism z kraju, rezultat ostatniego ciągnięcia miljonówki podamy dopiero w następnym numerze.